

Ministre de l'Éducation nationale

110 rue de Grenelle, 75357 Paris SP 07

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace

Pavillon Boncourt, 21, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05

Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative

95 avenue de France, 75650 Paris Cedex 13

Directrice Générale de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE)

4, passage Colisée, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Objet : Préavis de grève (lettre recommandée avec AR)

Madame la Ministre, Messieurs les Ministres, Madame la Directrice,

Les personnels sont vent debout contre les conséquences des budgets d'austérité mis en œuvre par le gouvernement, alors que dans le même temps les dépenses militaires explosent (LPM, décision présidentielle d'augmenter le budget de la défense à hauteur de 5% du PIB dans le cadre de l'OTAN...).

Conformément aux dispositions de L114-2 du code général de la Fonction publique, je vous informe que la FNEC FP-FO dépose un **préavis de grève du 5 janvier jusqu'au 8 mars 2026 inclus**. Ce préavis couvre les différentes catégories de personnels de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui seraient amenées à décider la grève pour :

- l'abrogation de la loi et des décrets sur la réforme des retraites Macron-Borne ;
- l'abandon de tout budget d'austérité ;
- l'annulation des suppressions de postes, de classes, de services ou d'établissements, et pour les créations de postes statutaires nécessaires, le réemploi des contractuels ;
- l'augmentation des salaires et la revalorisation du point d'indice ;
- la suppression de la baisse d'indemnisation de 10% des arrêts maladie ;
- l'abandon des mesures remettant en cause les statuts, les diplômes et le droit à l'instruction ;
- la défense de l'enseignement spécialisé et l'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive ;
- un vrai statut, un vrai salaire pour les AED et les AESH et l'abandon des PIAL et des PAS ;
- l'abandon de la sélection à l'Université (Parcoursup et « Trouver mon master ») ;
- la défense des libertés démocratiques, des libertés académiques et de la liberté pédagogique ;
- le retrait de la loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur ;
- et toutes les revendications relatives au temps de travail et aux conditions de travail.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, Messieurs les Ministres, Madame la Directrice, à l'assurance de ma parfaite considération.

Clément Poulet, Secrétaire général de la FNEC FP-FO

